

## Mission de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé

### Mise en conformité incendie et la rénovation des amphithéâtres des bâtiments M1 et P1 de la cité scientifique

#### *Suivi des modifications*

<b>Version</b>	<b>Date</b>	<b>Modifications</b>
V0	14/01/2025	1 <sup>ère</sup> diffusion
V1	21/02/2025	MAJ

# Sommaire

<b>CHAPITRE 1.    Objet du marché.....</b>	<b>3</b>
1.1   Objet du présent CCTP .....	3
1.2   Présentation de l'opération.....	3
<b>CHAPITRE 2.    Nature de la prestation.....</b>	<b>3</b>
2.1   Cadre général de la mission .....	3
2.1.1   Décomposition de la mission .....	4
2.2   Phase « conception » .....	4
2.2.1   Registre journal de la coordination.....	4
2.2.2   Plan Général de Coordination (P.G.C.).....	4
2.2.3   Dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (D.I.U.) .....	5
2.2.4   Autres prestations dues par le coordonnateur S.P.S. en phase conception .....	5
2.2.5   Collège interentreprises de sécurité, santé et des conditions de travail (C.I.S.S.C.T).....	5
2.3   Phase réalisation.....	6
2.3.1   Phase préparatoire du chantier .....	6
2.3.2   Collège inter-entreprises de sécurité, santé et des conditions de travail (C.I.S.S.C.T) .....	6
2.3.3   Réalisation des travaux .....	6
2.3.4   Phase réception des travaux.....	7
2.4   Phase année de parfait achèvement .....	8
2.4.1   Interventions dans le cadre de la période de parfait achèvement : .....	8
2.4.2   Interventions ponctuelles en lien avec l'opération : .....	8
<b>CHAPITRE 3.    Conditions d'exécution de la mission.....</b>	<b>9</b>
3.1   Autorité du coordonnateur SPS .....	9
3.2   Moyens donnés au coordonnateur SPS .....	9

Marché de coordination SPS pour la mise en conformité incendie et la rénovation des amphithéâtres des bâtiments M1 et P1.

## CHAPITRE 1. Objet du marché

### 1.1 Objet du présent CCTP

Le présent marché porte sur la réalisation d'une mission de coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs, pour les phases de conception et de réalisation, relative à l'opération de mise en conformité incendie et de rénovation des amphithéâtres des bâtiments M1 et P1 de la cité scientifique de l'université de Lille.

La mission porte sur une opération de bâtiment en catégorie 2, définie aux articles L.4531-1 et suivants et R.4532-1 et suivants du code du travail.

La mission comprend l'ensemble des éléments indiqués dans les textes cités au CCTP et notamment le décret N° 94.1159 du 26 décembre 1994 repris dans les articles ci-dessous, c'est-à-dire la prévention des risques et la protection de la santé des intervenants du chantier, riverains et futurs intervenants (entretien, maintenance, rénovation).

Le coordonnateur S.P.S. est réputé connaître toutes les dispositions législatives et réglementaires relatives à la sécurité du chantier et à la santé des travailleurs pouvant s'appliquer à l'opération.

La mission est réservée aux coordonnateurs S.P.S. agréés selon l'arrêté du 7 mars 1995 et l'article R.4532-17 du Code du Travail (ou équivalent européen).

### 1.2 Présentation de l'opération

Le document « Synthèse du programme » joint en annexe expose les attendus de l'opération et ses principes de planification.

L'opération sera réalisée dans un cadre de type « Loi MOP ». Un maître d'œuvre, en cours de consultation, sera chargé des missions suivantes :

- Etudes de diagnostic
- Etudes d'avant-projet sommaire (APS) et autorisations administratives
- Etudes d'avant-projet définitif (APD)
- Etudes de projet (PRO)
- Assistance pour la passation des marchés publics de travaux (ACT)
- Visa des études d'exécution (VISA)
- Direction de l'exécution des travaux (DET)
- Assistance lors des opérations de réception et pendant la garantie de parfait achèvement des ouvrages (AOR)

#### Missions complémentaires :

- Ordonnancement, Pilotage, Coordination (OPC)
- Coordination des systèmes de sécurité incendie (CSSI)

## CHAPITRE 2. Nature de la prestation

### 2.1 Cadre général de la mission

Le coordonnateur S.P.S. veille à ce que les principes généraux de prévention définis par l'article L.4531-1 du code du travail soient effectivement mis en œuvre.

Le Coordonnateur de sécurité assiste directement le Maître d'ouvrage et ses conseils dans les formalités que celui-ci doit accomplir.

Le coordonnateur S.P.S. ne peut se substituer aux autres intervenants pour l'exécution des missions qui leur incombent notamment dans le domaine de la sécurité et de la protection de la santé des travailleurs, sous réserve des dispositions du présent document.

L'intervention du coordonnateur S.P.S. ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des dispositions du code du travail, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

Marché de coordination SPS pour la mise en conformité incendie et la rénovation des amphithéâtres des bâtiments M1 et P1.

Le coordonnateur S.P.S. intervient dans les phases conception, réalisation et pendant l'année de garantie de parfait achèvement. Il est totalement indépendant du maître d'œuvre et des entreprises mais devra travailler en bonne intelligence avec eux afin que la sécurité s'intègre harmonieusement dans la conduite du chantier et l'utilisation future de l'ouvrage. Une information mutuelle aussi large que possible est nécessaire de ce point de vue. Cette bonne entente est un élément essentiel de la bonne réussite de la présente mission.

Caractéristiques principales de la mission :

- Organiser et faire respecter la coordination.
- Organiser le contrôle d'accès au chantier.
- Elaborer le plan général de coordination (P.G.C.) et suivre le registre-journal (R.J.).
- Recevoir et diffuser les plans particuliers de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S.).
- Présider le collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (C.I.S.S.C.T.).
- Constituer le dossier des interventions ultérieures sur l'ouvrage (D.I.U.).
- Assistance à la mise en place de plans de préventions pour les entreprises intervenant dans le cadre de l'exploitation maintenance et/ou dans le cadre de la GPA.

### 2.1.1 Décomposition de la mission

La mission du coordonnateur sécurité est décomposée en 4 parties techniques :

- PT1 - Phase conception
- PT2 - Phase réalisation – Bâtiment M1
- PT3 - Phase réalisation – Bâtiment P1
- PT4 : Phase garantie de parfait achèvement

Durant les 4 phases de sa mission, le coordonnateur sécurité veille à ce que l'ensemble des principes généraux et particuliers de prévention soient mis en œuvre. Ces principes de prévention sont énoncés dans le code du travail mais également dans d'autres textes codifiés (notamment le code de la route, code de l'urbanisme, code de la construction et de l'habitation, ...) ainsi que dans des textes non codifiés (notamment le décret n°88-1056 modifié, ...). Les principes de prévention particuliers concernant l'hygiène et la sécurité définis par le maître d'ouvrage sont également à prendre en compte.

La phase conception porte sur le suivi de la conception de la maîtrise d'œuvre.

## 2.2 Phase « conception »

### 2.2.1 Registre journal de la coordination

Conformément à l'article R. 4532-12 du code du travail, le coordonnateur S.P.S. ouvre le Registre Journal de la Coordination.

En phase conception, sont consignés au registre journal :

- tous les avis, observations ou notifications que le coordonnateur S.P.S. juge nécessaire de faire, ainsi que les réponses éventuelles ;
- tous les événements intéressant la prévention, et notamment les avis émis sur les dossiers d'études et les suites qui leur sont données.

Le coordonnateur S.P.S. transmet dès formalisation au maître de l'ouvrage et à l'AMO les compléments apportés au registre journal.

### 2.2.2 Plan Général de Coordination (P.G.C.)

Le coordonnateur S.P.S. élabore le plan général de coordination prévu à l'article L.4532-8 du code du travail selon le cadre défini par l'article R.4532-44 du code du travail.

Le plan général de coordination (P.G.C.) définit :

- les modalités de vérification des ouvrages provisoires par les entreprises qui en ont la responsabilité ;
- les conditions de manutention (appareils de levage) ;
- la délimitation et l'aménagement des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux ;

Marché de coordination SPS pour la mise en conformité incendie et la rénovation des amphithéâtres des bâtiments M1 et P1.

- l'utilisation des protections collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale ;
- les mesures à prendre pour tenir compte des activités d'exploitation du site ;
- les sujétions découlant des interférences avec l'extérieur (public, réseaux publics...) ;
- les mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité ;
- les consignes pour les secours et l'évacuation des personnels ;
- les modalités de coopération entre entreprises ;
- et les modalités du contrôle d'accès au chantier.

Il porte également sur les mesures prévues aux articles R.4533-1 à R.4533-5 relatifs aux Voies et Réseaux Divers (V.R.D.) du chantier.

Le plan général de coordination (P.G.C.) sera inclus dans le dossier de consultation des entreprises.

Le coordonnateur S.P.S. établira le PGC avec les éléments disponibles au stade du programme et le complètera en phase études de conception.

Le plan général de coordination (P.G.C.) est établi en 4 exemplaires, 1 est diffusé à la maîtrise d'œuvre et 1 au contrôleur technique.

### 2.2.3 Dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (D.I.U.)

Le coordonnateur S.P.S. constitue le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (D.I.U.).

Le D.I.U., dont le cadre est défini par l'article R. 4532-95 du code du travail, rassemble les mesures à prendre de manière à faciliter la prévention des risques professionnels lors d'interventions ultérieures.

Le D.I.U. doit être un document facile à utiliser, son organisation sous la forme de fiches avec nomenclature est souhaitée. Ces fiches comporteront les références des plans des ouvrages exécutés à consulter pour préparer l'intervention.

Il intégrera également le dossier de maintenance tel que défini à l'article R.4211-3 à R.4211-5 du code du travail.

### 2.2.4 Autres prestations dues par le coordonnateur S.P.S. en phase conception

En phase conception, le coordonnateur participe aux réunions intermédiaires lorsque sa présence est souhaitée. Une présence mensuelle est à considérer au minimum.

Un rapport particulier est établi à l'issue de chaque phase d'études (APS, APD et PRO) :

- Il a pour objet de vérifier que les principes généraux de prévention définis aux articles L.4532-1 et L.4532-18 du Code du Travail sont effectivement mis en œuvre
- Il doit comporter une synthèse de l'évolution des mesures de coordination en matière de sécurité et de santé.
- En phase PRO une attention particulière sera apportée à la notice d'organisation générale du chantier établie par le maître d'œuvre.

Le coordonnateur S.P.S. prépare et valide la déclaration préalable selon les articles R.238-1 et 2 du code du travail.

### 2.2.5 Collège interentreprises de sécurité, santé et des conditions de travail (C.I.S.S.C.T)

*Le cas échéant – l'opération est estimée en catégorie 2*

Il est constitué et organisé en application de l'article L. 4532-10 à 15 et des articles R. 4532-77 à 94 du Code du travail. Le coordonnateur S.P.S. élabore le projet de règlement du collège et le remet concomitamment au plan général de coordination à joindre au rapport d'analyse des études de projet réalisées par le maître d'œuvre.

Marché de coordination SPS pour la mise en conformité incendie et la rénovation des amphithéâtres des bâtiments M1 et P1.

## 2.3 Phase réalisation

### 2.3.1 Phase préparatoire du chantier

Pendant la phase préparatoire du chantier le coordonnateur S.P.S. doit les prestations suivantes :

- transmission du plan général de coordination (P.G.C.) à tous les intervenants ;
- adaptation du plan général de coordination (P.G.C.) à l'installation de chantier proposée par chaque entreprise et acceptée par le maître d'œuvre et au planning de travaux ;
- harmonisation du plan général de coordination (P.G.C.) en fonction des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S.) visés ;
- suivi du registre journal de la coordination.

Suivant les articles R.4532-58 et R. 4532-59 du code du travail, il collecte des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S.) de l'ensemble des entreprises présentes sur le site.

### 2.3.2 Collège inter-entreprises de sécurité, santé et des conditions de travail (C.I.S.S.C.T)

*Le cas échéant – l'opération est estimée en catégorie 2*

Le coordonnateur S.P.S. propose au maître d'ouvrage la constitution du C.I.S.S.C.T. dans les 7 jours qui suivent le début de la première période de préparation des travaux, ainsi que toutes modifications ultérieures.

Le coordonnateur S.P.S. assure la présidence et le fonctionnement du C.I.S.S.C.T. conformément aux dispositions des articles R 238-47 dernier alinéa, et R 238-50 à 52 du Code du travail.

Le coordonnateur S.P.S. transmet le règlement, dès son adoption à l'inspecteur du travail ou au fonctionnaire assimilé, au comité régional de l'Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics (OPPBTP) et à l'organisme de Sécurité Sociale compétent en matière de prévention des risques professionnels.

Le procès-verbal de la séance au cours de laquelle a été adopté le règlement du collège est joint à cette transmission. Le procès-verbal mentionne les résultats du vote émis à l'occasion de cette adoption.

Le coordonnateur S.P.S. assure l'envoi des procès-verbaux des réunions du collège dans un délai de 2 jours aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou, à défaut, aux délégués du personnel des entreprises ou établissements intervenant sur le chantier.

Le coordonnateur S.P.S. est tenu de répondre par écrit aux observations qui peuvent lui être formulées par les comités d'hygiène, de sécurité et des conditions du travail ou, à défaut, par les délégués du personnel des entreprises ou établissements intervenant sur le chantier, suivant les modalités fixées par le règlement du collège.

### 2.3.3 Réalisation des travaux

#### A) Collecte et analyse des PPSPS, visites d'inspection commune

Le coordonnateur S.P.S. procède, avec chaque entreprise, y compris les entreprises sous-traitantes, préalablement à l'intervention de celle-ci, à une inspection commune aux fins de préciser (en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise doit réaliser) les consignes à observer ou à transmettre et les observations particulières de sécurité et de santé prévues pour l'ensemble de l'opération.

Le coordonnateur S.P.S. doit en informer préalablement le maître d'œuvre, le maître d'ouvrage et l'AMO qui pourront participer aux visites d'inspection.

Cette inspection commune fait l'objet d'un procès-verbal écrit, signé par le coordonnateur S.P.S. et le représentant de l'entreprise, et référencé au registre-journal.

Ce procès-verbal est adressé au maître d'ouvrage, à l'AMO et au maître d'œuvre.

Au cours de cette inspection commune, l'entreprise transmet les informations préalables au coordonnateur S.P.S. :

- nom et adresse de l'entreprise ;
- date approximative d'intervention sur le chantier ;
- durée des travaux ;

Marché de coordination SPS pour la mise en conformité incendie et la rénovation des amphithéâtres des bâtiments M1 et P1.

- effectif prévisible sur le chantier ;
- nature des travaux sous-traités et identification des sous-traitants ;
- consignes particulières de sécurité à observer par les autres intervenants.

## B) Suivi des travaux

Le coordonnateur S.P.S. veille à la mise en œuvre effective des principes généraux de prévention définis à l'article L.4531-1 du code du travail et à l'application correcte des mesures de coordination définies dans le plan général de coordination (P.G.C.).

Le coordonnateur S.P.S. organise, entre les différentes entreprises présentes ou non ensemble sur le chantier, la coordination de leurs activités simultanées ou successives, les modalités de leur utilisation en commun des installations, leurs informations mutuelles et l'échange, entre elles, des consignes en matière de sécurité. La coordination ainsi préconisée par le coordonnateur doit être définie en concertation avec le maître d'œuvre et l'OPC (ordonnancement-pilotage-coordination).

Au vu du planning, des plans d'exécution, du plan d'installation, des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S.), le coordonnateur S.P.S. établit la synthèse de la coactivité propre à l'opération, et y note dispositifs, consignes, moyens mis en commun, contraintes particulières, qu'il a pris ou préconisé ou noté.

Le coordonnateur S.P.S. veille à ce que les dispositions (prévues au plan général de coordination) pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier soient bien appliquées. Le plan général de coordination doit être tenu à disposition sur le chantier et pouvoir être consulté par les représentants des salariés et, le cas échéant, par les membres du collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (C.I.S.S.C.T.).

Le coordonnateur sécurité procède à des inspections de chantier pour veiller :

- à l'application, par chaque entreprise, des dispositions prévues dans son marché et dans son plan particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S.),
- au respect des règles de sécurité définies par la réglementation en la matière ou dans le plan général de coordination,
- à la mise en œuvre des dispositions retenues par le C.I.S.S.C.T.

Chacune de ces inspections fait l'objet d'une inscription au registre journal.

D'une manière générale le coordonnateur sécurité consigne au registre-journal l'ensemble des comptes-rendus des inspections communes visés par les entreprises concernées, l'ensemble des consignes et observations visées par les personnes concernées, l'ensemble de ses visites sur le chantier.

Il analyse les rapports d'accidents établis par les entreprises en vue de proposer toute mesure utile à leur non-renouvellement.

Il examine les mesures envisagées pour satisfaire aux demandes des organismes officiels.

Le coordonnateur sécurité veille à la sécurité permanente du public et des activités à proximité desquelles est implanté le chantier. Il représente le maître d'ouvrage dans les réunions éventuellement organisées sur ce thème avec les partenaires publics (Mairie, Police nationale, Pompiers, Inspection du travail, ...).

Le coordonnateur S.P.S. transmet dès formalisation au maître de l'ouvrage et à l'AMO les compléments apportés au registre journal.

### 2.3.4 Phase réception des travaux

Le coordonnateur S.P.S. remet au maître d'ouvrage le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (D.I.U.) complet.

Marché de coordination SPS pour la mise en conformité incendie et la rénovation des amphithéâtres des bâtiments M1 et P1.

## 2.4 Phase année de parfait achèvement

### 2.4.1 Interventions dans le cadre de la période de parfait achèvement :

En début de la présente partie technique, le Titulaire remettra au Maître d'ouvrage un cadre de plan de prévention intégrant les risques apportés par l'exploitation décrits par le Maître d'ouvrage, et qui servira de référence aux interventions ultérieures des entreprises pour les travaux non soumis à coordination SPS.

Le coordonnateur S.P.S. assistera le maître d'ouvrage pour la mise en place des mesures de prévention découlant des articles R4512-2 à 12 (inspection commune préalable et plan de prévention) avec le cotraitant en charge de cette mission.

### 2.4.2 Interventions ponctuelles en lien avec l'opération :

A chaque intervention d'entreprise (levée de réserves, remise en état, réparation...) le coordonnateur S.P.S. en assure la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, notamment vis-à-vis des utilisateurs et usagers de l'ouvrage.

Dans ce cadre il assistera le maître d'ouvrage dans l'application des obligations des articles R4512-2 à 12 (inspection commune préalable et plan de prévention).

Au plus tard un mois avant la fin de la garantie parfait achèvement (G.P.A.), le coordonnateur sécurité remet au maître d'ouvrage, en 3 exemplaires, le dossier d'intervention ultérieure (D.I.U.) définitif. Cette transmission fait l'objet d'un bordereau d'envoi.



## CHAPITRE 3. Conditions d'exécution de la mission

### 3.1 Autorité du coordonnateur SPS

Le coordonnateur doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous les moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

Il est fait mention de ces violations dans le Registre-journal de la Coordination (R.J.C.). Cette information doit être confirmée par écrit.

En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), le coordonnateur doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts est consignée au Registre-journal de la Coordination. Les reprises décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur, sont également consignées dans le Registre-journal de la Coordination.

Tout différend entre le coordonnateur et l'un des intervenants participants à l'opération est soumis à l'avis de l'AMO et à l'arbitrage du Maître d'Ouvrage.

### 3.2 Moyens donnés au coordonnateur SPS

#### A - Libre accès

Le coordonnateur SPS a libre accès :

- au chantier en respectant les principes de sécurité ;
- au bureau de chantier et au matériel mis à disposition par l'entreprise, le cas échéant.

#### B – Obligations du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage et l'AMO informent le coordonnateur des réunions qu'ils organisent auxquelles ce dernier est systématiquement invité sans qu'une convocation formelle lui soit adressée. Il est destinataire des comptes rendus de ces réunions.

#### C- Obligations du maître d'œuvre

Le maître d'œuvre communique au coordonnateur :

- tous les documents d'étude relatifs aux « Elément Avant-Projet » et « Elément Projet » ;
- au fur et à mesure de leurs désignations, les noms et missions des intervenants ainsi que des entrepreneurs et de leurs sous-traitants éventuels. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- la liste, tenue à jour, des personnes qu'il a autorisées à accéder au chantier.

Le maître d'œuvre et les entreprises remettent au coordonnateur tous les documents nécessaires à l'établissement du Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (D.I.U.O.) notamment le Dossier des Ouvrages Exécutés (D.O.E.) et le Dossier de maintenance des Equipements (DME) dès qu'ils sont établis.

Le maître d'œuvre informe le coordonnateur des réunions qu'il organise auxquelles ce dernier est systématiquement invité sans qu'une convocation formelle lui soit adressée. Il est destinataire des comptes rendus de ces réunions.

#### D - Dispositions prises par le Maître d'Ouvrage

Le maître d'ouvrage prend toutes dispositions pour faire communiquer au coordonnateur :

- avant de les approuver, tous les documents d'étude relatifs aux « Elément Avant-Projet » et « Elément Projet » ;
- l'ensemble des documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- tous les documents d'exécution des ouvrages ;
- les calendriers de l'exécution de l'ensemble des travaux, y compris les travaux de levées de réserves ;
- l'ensemble des documents et ordres de services relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la copie des déclarations d'accidents de travail ;

Marché de coordination SPS pour la mise en conformité incendie et la rénovation des amphithéâtres des bâtiments M1 et P1.

- par les différents cocontractants du maître d'ouvrage, la liste, tenue à jour, des personnes qu'ils autorisent à accéder au chantier ;
- par les différents titulaires des contrats de travaux qu'il a conclus, les effectifs prévisionnels affectés au chantier.

Le Maître d'Ouvrage prend également toutes mesures pour que soit informé le coordonnateur :

- de toutes les réunions organisées par le groupement de conception-réalisation auxquelles il est systématiquement invité sans qu'une convocation formelle lui soit adressée. Il est destinataire des comptes rendus de ces réunions ;
- de l'intervention de toute entreprise au titre de la « garantie de parfait achèvement » prévue dans le code civil.

Il prend également toutes dispositions pour que le coordonnateur puisse se faire communiquer tous autres documents et informations, nécessaires au bon déroulement de sa mission, par les différents intervenants concernés (maître d'œuvre, entreprises, bureau de contrôle technique ...) et en particulier :

- les mesures d'organisation générales du chantier envisagées par le maître d'œuvre en vue de leur intégration dans le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé ;
- par les entreprises, tout document qu'il juge utile pour examiner les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs.